

LE PARTI SOCIALISTE (1920-1977)

1. LA SFIO ENTRE LES DEUX GUERRES

Lors du Congrès de Tours en 1920, le parti socialiste unifié depuis 1905 se sépare en deux fractions : la majorité devient la SFIC (Section française de l'Internationale communiste), autrement dit le PCF, tandis que la minorité entend continuer le parti socialiste SFIO. Fruit de circonstances exceptionnelles, cette division en se prolongeant va produire deux conceptions différentes du socialisme, deux modèles d'organisation, deux types de militants.

A l'époque Léon Blum est celui qui perçoit le plus clairement les différences de conception et il n'est pas sans intérêt d'examiner les raisons de son refus d'adhérer à la Ve Internationale, telles qu'il les expose dans son discours de Tours.

Fidèle à la tradition socialiste, il considère que la société socialiste ne pourra être réalisée sans une rupture qui implique la conquête du pouvoir politique, mais il refuse cette conquête, présentée comme une fin en soi, par l'unique moyen de la lutte armée et met l'accent sur la préparation progressive de cette rupture, par la conquête méthodique des masses ouvrières, par leur éducation dans les partis socialistes et dans les syndicats, par l'évolution du capitalisme. "La tactique des masses inconscientes entraînées à leur insu par des avant-gardes, cette tactique de la conquête des pouvoirs publics par un coup de surprise en même temps que par un coup de force... nous ne pouvons l'admettre".

Le leader socialiste récuse aussi un certain type de dictature du prolétariat, exercée par un parti centralisé où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un comité patent ou occulte. La dictature du prolétariat n'est concevable que si elle est exercée par un parti reposant sur la volonté et la liberté populaires, sur la volonté des masses. Par la suite il précisera ce qu'il entend par dictature du prolétariat : la "vacance de la légalité" qui suit la révolution après la disparition de la légalité bourgeoise et avant l'avènement de la légalité socialiste ; cette période de "vide" ne doit pas être dictatoriale, mais essentiellement démocratique et libérale : "une dictature librement consentie".

Enfin Léon Blum refuse la conception même du parti telle qu'elle ressort des 21 conditions : un comité directeur occulte, une discipline aveugle, le risque d'épurations périodiques, la subordination des

.../...

syndicats au parti et la subordination de la section française à un parti mondial ayant son siège à l'étranger.

Effectifs et audience du parti, 1920-1934

/ pas

Au lendemain de la scission la SFIO ne compte guère que 30 000 membres contre environ 150 000 aux communistes, mais ce parti rétréci à l'extrême ne part/sans atouts : les vieux cadres sont restés fidèles socialistes, les bureaux des fédérations les plus anciennement implantées (Nord-Pas de Calais, Bouchès-du-Rhône, Gironde, etc...) demeurent aux mains des socialistes et les élus locaux et nationaux ne rallient guère le PC. Cependant la SFIO a perdu la région parisienne au profit des communistes, elle y sera désormais en minorité.

La croissance des effectifs du parti va être assez rapide : 44 000 en 1922, 60 000 en 1924, 109 000 en 1928, 137 000 en 1932, 110 000 en 1934 (cette baisse est due à la scission des néo-socialistes). Le phénomène caractéristique de cette période c'est qu'en l'espace d'une douzaine d'années la balance entre SFIO et PC s'est complètement retournée. Alors que le PCF au départ avait des effectifs cinq fois supérieurs à ceux des socialistes, à la veille du 6 février 1934 on compte un communiste pour plus de quatre socialistes (28 000 adhérents seulement au PCF en 1933).

En ce qui concerne l'audience dans le pays telle qu'on peut la saisir à travers les résultats électoraux la progression est beaucoup moins forte (1924 : 1,5 million de voix, 1928 : 1,7 million, 1931 : 1,95 million ; le nombre de députés passe de 104 en 1924 à 131 en 1931). Pour la première fois en 1931 la SFIO dépasse en voix mais non en sièges le parti radical. Quant au PC, ses voix fluctuent (877 000, 1 063 000, 783 000).

La géographie des élections en 1928 montre que le recul de la SFIO à Paris est désormais un fait acquis : les quartiers ouvriers et la "banlieue rouge" sont aux mains des communistes. Le bastion "Nord" de la SFIO s'est aussi légèrement affaibli. Par contre le socialisme pénètre profondément le Nord du Massif central, la vallée de la Loire et le Sud-Ouest, c'est-à-dire qu'il envahit les vieux fiefs radicaux, tandis que le Languedoc et la Provence "rouges" lui restent fidèles. Le phénomène caractéristique que confirmeront les élections de 1936 c'est la baisse d'influence dans des zones très fortement urbanisées et l'impact croissant dans certains départements ruraux : les plus forts pourcentages d'électeurs sont obtenus dans ce type de départements. On peut parler d'une certaine "déprolétarianisation" du parti accentuée par le fait que ses membres se recrutent en proportion croissante chez les fonctionnaires et les instituteurs.

1934-1940 :

La stratégie de "Front populaire" mise en oeuvre à partir de juillet 1934 va beaucoup plus profiter au PC qu'à la SFIO. En ce qui concerne les adhérents socialistes leur effectif est multiplié par 2,6 en quatre ans (110 000 en 1933, 285 000 en 1937) le reflux débute en 1938. Pour le PC, l'abandon de la tactique du "front unique à la base" et de la tactique "classe contre classe" qui l'a condamné à l'isolement est extrêmement payant : de 28 000 adhérents en 1933 on passe à 86 000 en 1935, à 322 000 en 1937, soit une multiplication par 11,5. Dès lors, le rapport des forces est inversé en faveur du PCF. R. Verdier explique cette différence par l'activité déployée par les communistes, leur capacité d'intervention sur tous les terrains de lutte, l'accent chaleureusement unitaire des déclarations de ses leaders. Par comparaison dit-il les socialistes paraissent timorés, trop enclins à ne pas oublier assez vite le passé et à vouloir en tirer des leçons de prudence, voire de méfiance.

Sur le plan électoral, le gain pour le PC est aussi beaucoup plus important. Alors que de 1932 à 1936 les suffrages SFIO sont pratiquement stagnants

.../...

(aux alentours de deux millions), le PCF passe de 8,4 % des suffrages en 1932 à 15,3 %/

Au lendemain de 1936, l'absence d'élections législatives ne permet pas de juger de façon précise l'impact des mesures prises par le gouvernement Blum. Cependant les cantonales de l'automne 1937 montrent une progression de la SFIO de 4 % par rapport aux cantonales de 1936 et de 74 sièges de conseillers généraux. En sièges les gains du PC sont équivalents. En 1938, lors des élections sénatoriales la SFIO verra croître d'un quart le nombre de ses délégués sénatoriaux, preuve du travail accompli dans les milieux ruraux.

Le parti : appareil et groupe parlementaire

L'organisation et la structure de la SFIO ont été définies en 1905. Né d'une fédération de tendances, le parti ne comporte pas de pouvoir exécutif et c'est en principe un parti sans appareil. D'après les statuts, l'organe essentiel est la fédération départementale réunissant les sections, le Congrès théoriquement souverain réunit tous les ans les délégués des fédérations et dans l'intervalle des Congrès, le Conseil national de 200 à 300 membres est l'exécutif de la SFIO. Tel est le schéma originel qui a toutefois subi certaines inflexions.

Tout d'abord au niveau du Congrès les diverses fédérations n'ont pas le même poids et les grosses fédérations dominent les Congrès de même d'ailleurs que le Conseil national. Or ces fédérations où l'implantation socialiste est la plus ancienne sont rarement les plus dynamiques. Elles manifestent selon J. Touchard une tendance croissante au conservatisme, à l'anti-communisme...

L'autre inflexion, c'est le transfert des pouvoirs du Conseil national à la CAP, commission administrative permanente, qui d'administrative devient politique, du fait de la carence du Conseil national organisme trop volumineux. Entre les deux-guerres cette CAP, exécutif réel de la SFIO, est une oligarchie qui ne se renouvelle pas. Elle est tenue en main par Paul Faure qui dispose ainsi des liaisons avec les fédérations et contrôle l'appareil du Parti. Paul Faure est "l'ingénieur en chef du parti" durant 20 ans, mais c'est aussi un homme qui est rarement capable de prendre du champ et de s'élever au-dessus des opérations d'appareil.

En principe les divers partis socialistes, et la SFIO ne fait pas exception, sont caractérisés par la subordination de principe des députés aux dirigeants intérieurs. Par idéal révolutionnaire, les partis se défient de l'atmosphère parlementaire et du risque d'assimilation qu'elle comporte pour les députés "ouvriers". Cette rivalité entre dirigeants et députés traduit le conflit entre deux communautés de base, celle des adhérents, avant-garde plus consciente et plus engagée qui élit les dirigeants intérieurs du parti - celle des électeurs, masse plus passive et plus timide. En réalité le rôle des parlementaires a eu tendance à s'accroître et dans la SFIO de l'entre-deux-guerres, les conflits sont fréquents entre les parlementaires et les dirigeants, ces derniers étant considérés comme des doctrinaires sectaires incapables de saisir les évolutions et d'envisager les moyens de permettre à la gauche d'intervenir efficacement au niveau du Parlement.

../...

Blum est fondamentalement un parlementaire et ce sera là sans doute le handicap le plus lourd qu'il aura pour apparaître comme le leader réel du Parti. Tandis que Paul Faure contrôle la CAP et les fédérations, Léon Blum dominera de toute sa stature le groupe parlementaire, mais il s'imposera aussi lors des grandes assemblées du Parti : Congrès et conseils nationaux. La SFIO n'est pas simplement un appareil ; c'est aussi un ensemble culturel, un courant national, un contre-Etat, un centre de relations internationales ; dans tous ces domaines le leader est incontestablement Léon Blum.

Le problème de la participation

Au cours de ces années, un problème reviendra constamment au premier plan des discussions : celui de la "participation" au gouvernement ou du "soutien". Tant que la droite gouverne, l'ensemble des membres de la SFIO se retrouvent à l'aise dans l'opposition. Mais les divergences s'accusent dès qu'est envisageable une conjonction des gauches capable de constituer au Parlement une majorité. La question se pose notamment en 1924 (cartel des gauches), en 1929 avec Daladier, en 1932 avec Herriot, en 1933, de nouveau avec Daladier. A chaque fois la participation à un gouvernement présidé par un radical sera refusée et le soutien accordé avec plus ou moins de continuité.

Mais la bataille est serrée ; ainsi en 1929 le groupe parlementaire bascule vers la participation ; seul Léon Blum et quelques autres s'y opposent et c'est un conseil national qui refusera finalement à Daladier l'entrée de ministres socialistes dans son gouvernement.

Léon Blum considérant qu'il existe entre radicaux et socialistes une différence irréductible qui touche à la propriété privée est résolument contre toute participation socialiste à un gouvernement radical. Pour lui, la SFIO qui sera tôt ou tard acculée à assumer ses responsabilités gouvernementales, "conséquence inévitable de l'action parlementaire" ne devrait le faire qu'à la condition d'être seule ou en coalition, mais maîtresse du jeu. Cet "Exercice du pouvoir" supposant l'acceptation des règles démocratiques et parlementaires dans le cadre du système capitaliste" est et sera toujours pour les partis socialistes une expérience particulièrement difficile et pénible" admet-il ; il allait d'ailleurs s'en rendre compte en 1936.

C'est en 1926 qu'il formule la distinction - "conquête du pouvoir", c'est-à-dire établissement d'un régime socialiste et - "exercice du pouvoir" autrement dit formation d'un gouvernement à direction socialiste en régime bourgeois. Il s'agit alors d'expliquer à des socialistes tentés par la participation que celle-ci n'est pas possible actuellement tant que les socialistes ne sont pas maîtres du jeu au sein d'une coalition de gauche.

Un peu plus tard, vers 1933-34 il ajoutera à la distinction "conquête-exercice", un troisième terme l' "occupation du pouvoir", autrement dit l'exercice du pouvoir par les socialistes pour éviter que les fascistes ne l'occupent.

.../...

Un parti divisé

Au sein de la "SFIO maintenue" de 1920 subsiste un fort noyau guesdiste, c'est-à-dire des hommes qui se considèrent, en tant qu'héritiers de J. Guesde, comme les dépositaires de la pure doctrine socialiste. Vivant repliés sur eux-mêmes, ils attendent la révolution de la transformation économique, sont très opposés à toute participation et fort soupçonneux à l'égard des intellectuels qui risquent d'amener des nouveautés dans le parti. Au nombre de ces "Jacobins mâtinés de bureaucrates" on trouve l'homme de l'appareil : Paul Faure.

Divers autres groupes que l'on peut classer à droite inclinent vers la participation. Certains de ceux-ci vont participer en 1933 au schisme des "néo-socialistes". Ces néos, Déat, Marquet, Montagnon... n'ont pas exactement tous le même discours, mais on peut distinguer chez eux certains thèmes caractéristiques :

- l'alliance nécessaire du prolétariat et des classes moyennes ;
- un renforcement de l'autorité de l'Etat : Montagnon se prononce "pour un Etat fort, un Etat puissant, un Etat d'autorité" ;
- le recours à la planification seul moyen de donner à l'Etat la possibilité de maîtriser les forces économiques ;
- l'accent mis sur la "Nation", ceci en contradiction avec les principes de l'Internationale, mais sur ce point le débat est très confus ;
- enfin le thème central de la participation ; un homme comme Renaudel qui ne partage pas certaines vues d'un Déat ou d'un Marquet considère qu'en s'isolant les socialistes feraient la politique du pire.

Blâmés lors du Congrès de 1933 au cours duquel Léon Blum se déclare épouvanté par les propos de certains orateurs néos, les 28 députés "néos" sont finalement exclus pour avoir rompu la discipline de vote à la Chambre.

La SFIO est aussi tirée vers la gauche par diverses tendances. L'une présente tout au long de la période est celle de "La Bataille socialiste" avec Zyromski. En 1927 celui-ci reproche au Congrès de ne pas tenir suffisamment compte de la "croissance des antagonismes de classe" en vue de radicaliser l'action du parti. En 1934 les dirigeants de la SFIO de la Seine qui appartiennent pour la plupart à "la Bataille" joueront un rôle essentiel dans le rapprochement entre SFIO et PC. En 1936 ils s'élèvent contre la non-intervention en Espagne. En 1937 ils récusent la participation socialiste au gouvernement Chautemps et souligne que si la rupture du Front populaire s'avérait définitive "le Parti devra préparer l'unité politique du prolétariat, suite à son unité syndicale".

Léon Blum n'a pas de groupe, n'a pas de tendances derrière lui ; son action tendra à préserver l'unité du parti, mais pas au prix de n'importe quelle compromission. Il n'est pas l'homme du centre, il est lorsque c'est possible l'homme de la synthèse.

Avec le gouvernement de Front populaire et les événements qui suivront on va voir apparaître au sein du parti d'autres clivages.

C'est d'abord la "gauche révolutionnaire" animée par Marceau Pivert. Créée en octobre 1935 "pour un Front populaire de combat" elle préconise les milices ouvrières, des comités populaires de quartiers et de communes. Au début de 1937 la lutte devient âpre entre la direction du parti et les "Pivertistes". M. Pivert reproche la centralisation excessive du parti, proteste contre son légalisme. Il développe la théorie de "l'autonomie du socialisme" : Dans un cadre tel que celui du Front populaire, le parti doit certes conserver la confiance aux "camarades délégués au gouvernement",

.../...

mais, dans leur intérêt même, les militants doivent agir pour que les élus et ministres traduisent "mieux encore la volonté réelle des masses qui les ont portés au pouvoir". Le 14 avril 1938 la CAP dissout la Fédération de la Seine pivotiste et ceux-ci créent le PSOP (parti socialiste ouvrier et prolétarien).

Mais c'est l'approche de la guerre qui va diviser le plus profondément la SFIO l'empêchant d'aborder unie la guerre et la défaite. Face à Blum, appuyé par des hommes comme Zyromski, A. Philip..., qui estime que les principes de sécurité collective et de justice internationale sont plus importants que la paix à tout prix, se dressent les "pacifistes" Paul Faure, Spinasse et les "syndicalistes" de droite avec Belin. Pour eux il faut à la fois négocier avec les puissances totalitaires (ils applaudissent Munich) et seul le désarmement peut assurer la sécurité et la paix. Cette division va dominer au cours des années 1938-1940 la vie de la SFIO, les anciens clivages disparaissent et ce nouveau classement va dans une large mesure déterminer l'attitude des militants face à Vichy, les "pacifistes" constituant une zone de moindre résistance et pour certains de collaboration.

2. LE PARTI DE GUY MOLLET (1944-1962)

Au lendemain de la Libération, compte tenu du succès travailliste aux élections britanniques, et conformément au fait que la Résistance se réclamait du socialisme beaucoup d'observateurs prévoyaient que la SFIO malgré son effondrement en 1940, serait le premier parti de France. Or il n'en fut rien et au cours des années le parti ne va cesser à la fois de perdre des voix aux élections et des adhérents.

Une peau de chagrin

Nous avons vu qu'à partir de 1937 les effectifs du PC dépassent ceux de la SFIO ; cette situation va se retrouver au lendemain de la Libération et la disproportion entre les deux partis s'est encore accrue. En 1946, face aux 355 000 socialistes on compte 800 000 adhérents du PCF.

La décrue socialiste commence à partir de 1947 (296 000) et se poursuit jusqu'en 1952 (116 000) on a alors une période de relative stabilité, mais la chute reprend à partir de 1958 pour atteindre finalement 91 000 en 1962, soit en l'espace de 15 ans une diminution des effectifs de l'ordre des trois quarts.

Cette chute est d'abord le résultat de la désaffection vis à vis d'un parti dont l'action gouvernementale ne satisfait pas nombre d'adhérents : la baisse entre 1946 et 1947 est mise par Mauroy en rapport avec l'action du ministère Gouin - celle à partir de 1958 est la conséquence de la politique de Guy Mollet en Algérie et de son attitude vis à vis de la Ve République à ses débuts (scission des militants qui vont constituer le PSA : Parti socialiste autonome (portion du futur PSU).

Mais elle est à mettre aussi en rapport avec la pratique des exclusions. Déjà en 1935, le parti avait épuré ses "Jeunesses". En 1946, une équipe plus à gauche arrive à la tête des "Jeunesses" et celles-ci vont s'affirmer internationalistes face à la vague de patriotisme qui caractérise la Libération ; alors que l'on parle d'unité retrouvée, elles mettent l'accent sur la lutte des classes et leur journal "Le drapeau rouge" mène une campagne sans nuance contre la politique économique et sociale du gouvernement et contre la Guerre d'Indochine, alors que le parti est au pouvoir. Une procédure expéditive sera appliquée : en juin 1947 les "jeunesses" sont

.../...

dissoutes et les dirigeants exclus. La nouvelle organisation ne constituera un petit pôle d'attraction que durant la courte phase (1952-1954) où la SFIO fait une cure d'opposition.

La "Bataille socialiste" qui au lendemain de la Libération constitue la tendance d'extrême gauche de la SFIO et qui prône envers et contre tout l'unité d'action avec le PCF, va être exclue du Parti en 1947 pour avoir réagi violemment contre la répression des grèves de l'automne, son journal titrant "Jules Moch assassin !".

Au plan électoral, la diminution de l'influence socialiste est tout aussi nette. Lors des élections d'octobre 1945, la SFIO n'arrive qu'en troisième position, derrière le PC et le MRP ; elle a toutefois 4,49 millions de voix (23,4 % des suffrages exprimés), mais dès 1946 la chute s'amorce (en juin 1946 : 21 %, en novembre 1946 : 17,8 %, en 1951 : 14,8 %). Les élections du front républicain en 1956 lui permettent de regagner 460 000 voix (3 240 000 contre 2 780 000 en 1951), mais par la suite la décruce reprend : perte de 80 000 voix entre 1956 et 1958, mais surtout de 850 000 voix entre 1958 et 1962.

Conséquence de la politique socialiste, cette perte d'audience est aussi due au fait que le Parti n'a jamais été capable sauf dans de courts moments de mettre sur pied une presse adaptée. Dès avant la guerre, au cours des années 1930, cette carence de la presse est très remarquable. Au lendemain de la Libération le Parti tente d'y remédier ; le Populaire atteint ainsi un maximum de 200 000 lecteurs, mais très rapidement, c'est la retombée, le journal tend à devenir une "feuille semi-confidentielle" qui en 1960 n'a plus que 10 000 lecteurs. L'une des raisons de cet échec c'est sans doute la tendance à confondre journal d'opinion et "moniteur officiel" du parti, un parti qui se replie sur lui-même.

Anti-intellectualisme et intégrisme idéologique

Un analyste politique écrit que la SFIO, au lendemain de la Libération manifeste "une remarquable insularité intellectuelle et un remarquable intégrisme idéologique, une extrême méfiance des cadres socialistes envers tout ce qui vient des mouvements de résistance". C'est d'ailleurs l'une des raisons qui fera échouer la tentative de fusion entre la SFIO et l'UDSR (Union démocratique et sociale de la Résistance).

Léon Blum qui, au lendemain de la Libération, tente, avec l'aide de Daniel Mayer, un élargissement doctrinal du socialisme, exprime la même idée lors du Congrès de 1946 qui verra la défaite de ses conceptions : "Vous avez peur de la nouveauté... des forces fraîches que vous avez accueillies au lendemain de la Libération avec réticence, avec méfiance. Vous avez cette même nostalgie du passé, cette méfiance et presque ce dédain vis à vis des femmes et des jeunes"...

Ce qui était déjà perceptible dès 1946 ne va faire que s'accroître par la suite et l'on peut parler du développement d'un véritable anti-intellectualisme qui fait qu'une revue comme la "Revue socialiste" d'E. Labrousse n'arrivera pas à percer et chose plus grave qu'au moment de la guerre d'Algérie, on aura un véritable divorce entre le parti et les intellectuels ; citons par exemple le refus de Guy Mollet de prendre contact avec les spécialistes des questions algériennes ou islamiques, même appartenant à la

.../...

SFIO comme Ch. A. Julien. C'est aussi l'époque où dans le parti on brocarde ces "chers professeurs" qui s'inquiètent du développement de la torture sur l'autre rive de la Méditerranée.

Refusant les idées nouvelles, refusant ce qu'on peut appeler le "Jauresisme" d'un Blum, le parti veut retrouver sa pureté doctrinale. Dans la revue "la pensée socialiste" qui paraît au début de 1946 et qui regroupe des hommes divers réunis par la volonté d'éliminer Daniel Mayer et Blum, il n'est question que de l'écrasement du capitalisme, de la lutte des classes ; les thèmes les plus durs sont développés avec des références au marxisme, à Lénine, à la révolution d'octobre...

Lors du Congrès de 1946 qui voit Guy Mollet l'emporter, la motion qu'il présente et qui recueillera la majorité est de la même eau. Si le parti a perdu des voix c'est selon lui en raison d'une succession d'erreurs et de défaillances. En conséquence il prône un "retour au marxisme". Nous estimons que doivent être condamnées toutes les tentatives de révisionnisme, notamment celles qui sont inspirées par un faux humanisme dont le vrai sens est de masquer cette réalité fondamentale de la lutte des classes". Cet "affaiblissement de la pensée marxiste" a conduit le parti à négliger les tâches d'organisation et de propagande et a engendré une série d'erreurs tactiques. D'où la nécessité d'un plan constructif de redressement doctrinal, politique et tactique. Guy Mollet affirme que "non seulement les expériences historiques récentes ne contredisent point les données essentielles du socialisme scientifique, mais elles démontrent que seule l'action offensive de la classe ouvrière peut promouvoir le progrès social et sauvegarder les libertés. Enrichir le marxisme des leçons de la lutte contre le fascisme, l'ajuster aux nécessités de l'étape actuelle qui est celle de la préparation des travailleurs à la gestion et non point l'édulcorer par un retour plus ou moins camouflé au socialisme utopique", tel est le sens de l'effort doctrinal à entreprendre.

C'est ce parti armé d'un marxisme pur et dur qui va pourtant entrer dans une coalition anticommuniste : la "troisième force".

Attitude vis à vis du PCF

Entre les deux-guerres, même au temps du "front unique à la base" et si sévère que soient les affrontements, les socialistes se sont refusés à se laisser entraîner dans une coalition anti-communiste. Il faut attendre le pacte germano-soviétique pour voir le groupe parlementaire, après bien des hésitations rejoindre les autres groupes dans la voie de la répression.

Dès la fin de la lutte clandestine, la SFIO fait des offres au PC en vue de discuter de l'unité organique ; le PC faisant la sourde oreille, cette offre est renouvelée au congrès de novembre 1944. Mais toute une série de faits : - volonté du PC de discuter de l'unité à tous les niveaux - attitude du PCF dans les élections municipales tendant à présenter des listes uniques de la résistance - conditions inacceptables posées par les communistes quant à l'orientation du parti unifié - absorption du PS polonais ... amènent la SFIO à s'orienter plus vers l'unité d'action que vers l'unité organique.

.../...

le
Dominé électoralement par le PCF, les socialistes font semble-t-il un complexe à son égard que Blum définit ainsi en 1946. "Je crois que dans son ensemble/parti a peur, il a peur des communistes. Il a peur du qu'en dira-t-on communiste. C'est avec anxiété que vous vous demandez à tout instant : "mais que feront les communistes ? Et si les communistes ne votaient pas comme nous ?". La polémique communiste, le dénigrement communiste agissent sur vous, vous gagnent à votre insu et vous désagrègent".

Le Conseil national de novembre 1946 qui suit la prise de pouvoir de Guy Mollet voulant marquer sa volonté d'unité d'action avec le PCF interdit à la SFIO de "prendre place dans un gouvernement de coalition dont les communistes seraient exclus". Pourtant six mois plus tard, c'est un président du Conseil socialiste, Ramadier qui exclut du gouvernement les ministres communistes et au Congrès de 1947 à Lyon sont adoptés à la fois un rapport moral de gauche hostile à Ramadier et le rapport du groupe parlementaire favorable au gouvernement.

Au
Analysant la période qui suit, c'est-à-dire celle de la "3e force", Cl. Estier, exclu de la SFIO fin 1947, explique : "A partir de 1947, la SFIO et les partis centristes sont pris dans un étau entre d'un côté le PCF, aile avancée du communisme stalinien et de l'autre le RPF cherchant à porter le fer contre les institutions de la IVe République. Il fallait bien gouverner, et ceux pris entre ces deux blocs étaient condamnés à vivre ensemble", mais ajoute-t-il, les socialistes "n'ont pas su ou pas voulu tenir la balance égale. Ils ont davantage lutté contre les communistes que contre le RPF qu'ils ont surtout cherché à grignoter... Il reste que dans ce jeu de bascule la SFIO a perdu plus que d'autres. Elle y a laissé son âme. Ce qu'on a appelé le molletisme, parti de la gauche a été entraîné peu à peu vers la droite par une logique qui ne pouvait être stoppée que le jour - mais il est venu bien tard - où il déciderait lui-même de rompre et de revenir à ses sources".

Le 13 mai 1958 aurait pu être une occasion de reprise en main, mais si l'on en croit R. Verdier, ceci n'a pas été à cause de la peur d'être débordé dans la pratique de l'unité d'action, de voir le PC utiliser pour ses fins propres une situation trouble, de dédouaner gratuitement un parti auquel les socialistes avaient reproché si sévèrement le "coup de Prague", la Hongrie...

Absence d'une idéologie syndicale stimulante

Analysant l'évolution de la SFIO depuis ses origines en 1905, J. Touchard insiste sur le fait que dans la période précédant 1914, malgré les rapports souvent tendus entre CGT et SFIO, l'idéologie originale du syndicalisme révolutionnaire jouait très certainement comme un stimulant pour le parti, dans la mesure même où elle proclamait son autonomie vis à vis de lui.

Dans la période d'entre-deux-guerres, cette idéologie originale du syndicalisme n'est plus qu'un souvenir et malgré l'amélioration des rapports entre la CGT issue de la scission de 1921 et la SFIO, "l'espèce de fonctionnarisation de la CGT, son enracinement dans des préoccupations quotidiennes, son anti-communisme obsessionnel, tout cela constitue plus un frein vis à vis de la SFIO qu'un stimulant".

Après 1947 on ne peut traiter de la SFIO sans évoquer le rôle de Force Ouvrière. L' "idéologie" de FO, née contre le communisme, renforce la SFIO d'une part dans son anticommunisme et d'autre part dans sa propension à la revendication immédiate aux dépens des questions doctrinales. L'on ne peut parler chez FO d'une idéologie syndicale originale capable de stimuler la SFIO, bien au contraire. "Loin de féconder l'idéologie socialiste, le syndicalisme de FO a longtemps contribué à stériliser, à durcir et à

.../....

fossiliser, à cantonner dans le quotidien l'idéologie socialiste" (J. Touchard).

Politique d'appareil - nationalisme de parti

Dans l'entre-deux-guerres Blum, nous l'avons vu, n'a jamais eu en main l'appareil du parti ; il s'est toujours situé sensiblement en marge. Au lendemain de la Libération, cet appareil va progressivement échapper à Daniel Mayer fidèle aux idées de Blum. Le succès de Guy Mollet accédant au secrétariat général en 1946, c'est en quelque sorte le succès des secrétaires de section et de fédération, le succès de l'appareil.

Sans doute au lendemain de la prise de pouvoir, le succès ne paraît pas total. Trois têtes mènent alors le parti : l'Elysée où officie V. Auriol, Matignon occupé par Ramadier et la cité Malesherbes où le pouvoir du député d'Arras paraît encore faible comme en témoignent les conflits entre le groupe parlementaire et l'appareil qui ne tournent pas toujours à l'avantage de ce dernier.

Mais progressivement, le secrétaire général va assurer son empire et le renforcement de l'appareil, l'organisation vont passer avant la doctrine. Il est caractéristique que le seul débat doctrinal qu'ait connu la SFIO soit celui de 1946, celui qui permet à Guy Mollet d'accéder au pouvoir dans l'appareil.

Le sommet est atteint avec la nomination de Guy Mollet comme Président du Conseil en janvier 1956. Le parti au pouvoir distribue plus de postes et de prébendes à ses partisans qu'aucun parti français n'avait su le faire depuis longtemps. En outre, selon A. Philip, la SFIO est devenue l'instrument de propagande du gouvernement. Le Comité directeur, qui a remplacé en 1945 la Commission administrative permanente et où les tendances ne sont plus représentées, est chaque fois mis en face des faits accomplis. Il n'y a plus de discussions possibles à l'intérieur du parti, "la majorité dispose de l'immense appareil de l'Etat, radio, télévision, journaux d'information, tandis que la minorité est obligée de s'exprimer dans les journaux étrangers et dans les tribunes libres des rares organes qui en France gardent encore leur indépendance politique". Toujours selon A. Philip, "le devoir socialiste essentiel est devenu l'expression d'une solidarité totale avec une équipe caractérisée elle-même par sa fidélité à un seul homme".

Une expression caricaturale en est donnée dans "l'espoir", journal de la SFIO du Pas-de-Calais. Guy Mollet est présenté comme le "guide", "l'entraîneur", le "chef". "Un chef qui s'est imposé par sa valeur, par sa sagesse, par son courage. Il a su tellement s'identifier avec la France que c'est vers lui qu'on se tourne lorsque le pays est à nouveau en danger... Nous comptons sur vous pour l'affaire d'Algérie, cette Algérie que vous avez tirée de l'abîme où l'avaient précipitée vos prédécesseurs"...

Doctrines muettes ou doctrines alibi ?

Malgré ses motions de Congrès : "Aider les peuples d'Outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale" (motion Guy Mollet adoptée au Congrès de 1946), la SFIO va se révéler incapable d'intervenir efficacement pour faire cesser le conflit en Indochine et l'on peut se demander si la peur du communisme n'a pas joué un rôle central dans cette attitude. Mais c'est particulièrement dans l'affaire d'Algérie que va éclater son incapacité à saisir la réalité des problèmes posés. C'est d'abord le socialiste Naegelen qui laisse l'administration locale organiser ouvertement la fraude électorale. C'est ensuite le trio Guy Mollet, Lacoste, Le jeune : - 6 février 1956 - pouvoirs spéciaux - enlèvement de Ben Bella

.../...

- Suez... la persévérance dans l'erreur, l'évolution vers un "nationalisme cocardier et réactionnaire".

On peut voir à travers cela l'incapacité des hommes d'appareil, enfermés dans leurs certitudes, refusant l'ouverture intellectuelle, à maîtriser les problèmes nouveaux qui ne cadrent pas de façon précise avec une doctrine sclérosée. P. Mauroy tentant de comprendre l'attitude de Guy Mollet explique : "Il faut avoir connu Guy Mollet pour comprendre combien il avait le souci d'accorder son action à la doctrine socialiste. Or face au drame algérien, la doctrine n'apportait pas de réponse. Bien au contraire, elle en masquait la réalité. La doctrine socialiste née au début du siècle n'avait pas assimilé les nationalismes. Elle les rejetait même au nom d'un internationalisme mal compris".

On doit aussi se demander s'il n'y a pas décalage entre le marxisme (sauce guesdiste) pur et dur affirmé en 1946 et la clientèle de la SFIO. Diverses études faites dans les années 1951-52 permettent de se faire une idée de la sociologie du parti et de son électorat.

Si l'on considère les adhérents ce qui frappe d'abord c'est le vieillissement du parti (70 % de plus de 40 ans, 37 % de plus de 50 ans), les retraités constituent 13 % des effectifs. Fonctionnaires et ouvriers forment des groupes à peu près égaux (un quart chacun) mais sous le terme fonctionnaire on a regroupé aussi les ouvriers à statut, si bien que les ouvriers l'emporteraient sur les fonctionnaires au sens strict, mais ces ouvriers seraient surtout des ouvriers d'industries secondaires ou de petites entreprises et des ouvriers à statut. Le parti ne recrute guère dans la grande industrie privée. Artisans et commerçants rassemblent 12 % des effectifs du parti, les employés 9 % et les agriculteurs 7 %.

Lorsqu'on passe des adhérents aux cadres on observe une accentuation du vieillissement, conséquence des méthodes de "promotion" dans le parti, tandis que la part des ouvriers régresse de façon considérable au profit des fonctionnaires (plus du tiers des cadres), des employés (13 %) et des professions libérales (10 % alors qu'elles ne représentent que 2,6 % des adhérents).

L'électorat du Parti socialiste analysé par la revue "Sondages" se répartit ainsi en 1951 :

Ouvriers (y compris les ouvriers agricoles)	27 %
Fonctionnaires (au sens strict)	13 %
Retraités	10 %
Artisans, commerçants et professions libérales	10 %
Agriculteurs	8 %
Employés	6 %
Sans profession	26 %

Commentant cette statistique la revue écrit : la base du parti n'est plus principalement ouvrière, elle n'est cependant pas élargie jusqu'à comprendre l'ensemble des classes moyennes.

Par ailleurs 10 % seulement des électeurs socialistes habitent des villes de plus de 100 000 habitants et près de la moitié proviennent de localités rurales. Ceci confirme les évolutions commencées entre les deux-guerres et confirmées par les élections de 1946 : des anciens bastions SFIO, celui de la France du Nord s'est rétréci et affaibli, celui du Centre a presque disparu, celui du Languedoc s'est bien atténué. Dans divers départements du Sud-Ouest, de l'Ouest et de la Franche-Comté, la SFIO occupe les places abandonnées par le radicalisme.

.../...

3. Vers le nouveau parti socialiste (1962-1971)

De 1962 à 1971 de multiples tentatives vont être faites visant à "rénover" et élargir le parti socialiste. Il ne saurait être question de relater dans le détail ces diverses péripéties ; nous nous contenterons de considérer les diverses forces à l'oeuvre soit au sein même de la SFIO, soit à l'extérieur.

"Clubs" et "forces vives"

Le surgissement des clubs surtout à partir des années 1958-60 est lié à la gérance des partis de la gauche non communiste. Ces clubs apparaissent comme une résurgence d'un phénomène bien connu, celui des sociétés de pensée et des groupes diversifiés d'éducation politique. Ils veulent s'adresser surtout aux "couches nouvelles", aux "forces vives" : hauts fonctionnaires, cadres et techniciens, enseignants, cadres syndicaux...

En réalité sous le vocable "clubs" se cachent des organisations diverses qu'en simplifiant on peut séparer en deux groupes.

Clubs-sociétés de pensée : Ils ont un état d'esprit et une manière originale d'aborder les problèmes, se méfient des idéologies, des appareils de la "cuisine" électorale. Ils insistent sur l'analyse rigoureuse des problèmes, sur les diagnostics dépassionnés et la nécessité de projets à moyen terme. Ils refusent la démagogie des programmes électoraux et entendent dire la vérité à l'électeur. Ils ne veulent plus endoctriner, mais former et informer. C'est le cas du cercle Tocqueville (Lyon et Grenoble), de Démocratie nouvelle (Marseille), de "Jeunes cadres", Citoyens 60, etc. Parmi ceux-ci le Club Jean Moulin joue un rôle à part ; c'est un véritable groupe de pression constitué d'un nombre restreint de personnalités ayant des responsabilités publiques ou privées importantes et qui entendent faire triompher leur conception de l'intérêt général "objectif", c'est-à-dire sans référence partisane.

Ces clubs tiennent à Vichy en avril 1964 les "Assises de la Démocratie" et à ce propos la presse salue "l'entrée en politique des sociétés de pensée" ce qui n'est nullement du goût de tous les participants dont certains n'entendent pas "faire de la politique" et ne s'engageront pas, par la suite dans des tentatives de "rénovation" du socialisme.

Analysant ces assises G. Lavau reproche aux clubs une certaine jeunesse, l'impression d'être les premiers à faire ce qu'ils font. Il les accuse aussi de renforcer l'un des vices de notre système politique en jouant en marge de ce système. Cependant nombre des clubs ressentent la nécessité de sortir de ce caractère marginal et souhaitent une formule permettant de fédérer partis, associations et clubs en laissant à ces derniers une suffisante autonomie, tout en les engageant. D'où l'idée d'un parti carrefour, d'un parti ouvert qui ne soit pas le parti-armée. On cherche un système de liaison entre un noyau du parti et un réseau d'associés ou d'organisations plus ou moins amies.

Des syndicalistes de la CFTC (future CFDT) et du CNJA groupés dans le GROUPE (Groupement ouvrier et paysan) cherchent aussi dans cette direction, afin de pouvoir peser sur la politique.

.../...

Clubs de combat politique : Ces clubs ont en commun d'avoir été créés par des hommes politiques, généralement minoritaires au sein de leur parti et désireux de disposer d'un instrument supplémentaire et nouveau dans le combat politique. Le premier en date est le "Club des Jacobins" fondé par des jeunes radicaux autour d'Hernu en 1951, la "Ligue pour le combat républicain" (1958) est un petit réseau de résistants autour de F. Mitterrand, "Socialisme et démocratie" lancé par A. Savary alors membre du PSU (1963)...

Certains de ces clubs tiennent à Paris en juin 1964 une convention qui donnera naissance à la "Convention des Institutions républicaines". Elle constituera autour de F. Mitterrand une structure facilitant son action. Les clubs de la Convention donnent très vite l'impression d'être sinon une force politique, du moins un élément de l'échiquier susceptible de bousculer et de harceler les partis traditionnels. On a pu comparer la constitution de la "Convention" à la naissance du parti radical en 1901 ; on y retrouve un mélange d'hommes politiques, de journalistes, de sociétés de pensée, de comités ; comités et clubs prennent l'initiative, car les partis eux-mêmes sont plus rétifs à l'unité et à la fusion.

Defferre et l'impasse "3e force"

Au sein de la SFIO la fermentation extérieure des divers types de clubs n'est pas sans effet, d'autant plus que certains remettent en cause le leadership de Guy Mollet. G. Defferre, auteur de la loi-cadre sur l'Afrique Noire, seule réussite de la SFIO dans le domaine de l'outre-mer, refusant la position des minoritaires qui abandonnent la SFIO en 1958 pour fonder le PSA, guerroyant à l'intérieur du parti, désavoue publiquement Robert Lacoste et, fort de ses positions au sein de la puissante Fédération des Bouches-du-Rhône va chercher à élargir la SFIO. C'est un pragmatique qui combat le PC dans son fief grâce à une alliance "3e force", c'est aussi un homme sensible au langage moderniste des gestionnaires et des techniciens. C'est aussi le seul à avoir compris et à vouloir se servir de la modification institutionnelle fondamentale qu'est l'élection au suffrage universel du Président de la République.

Des clubs comme J. Moulin... et des membres du cercle du journal "L'express" vont déterminer G. Defferre à s'engager dans des opérations visant à constituer une nouvelle organisation. Pour certains c'est une sorte de parti démocrate à l'américaine caractérisé par un pragmatisme de centre-gauche, pour d'autres une sorte de grand parti social-démocrate, tel qu'il existe dans nombre de pays européens.

La tentative a lieu à l'occasion de la première élection du Président de la République au suffrage universel. Dans un premier temps, au sein des "Comités Horizon 80" il ne s'agit que de faire élaborer en commun le programme du candidat par des comités rassemblant des dirigeants socialistes, mais aussi des personnalités n'appartenant pas au Parti, issus des clubs, des syndicats...

Mais l'occasion est trop belle pour ne pas tenter d'aller plus loin, de fédérer dans une même organisation forces politiques classiques et éléments nouveaux "sans appauvrissement des uns et des autres, mais au contraire avec l'effet multiplicateur qu'on peut en attendre". C'est à propos de

.../...

cette "grande fédération" que des divergences vont apparaître, Defferre et ses promoteurs envisageant d'y intégrer le MRP dans sa totalité, opération qui échouera et amènera G. Defferre à se retirer de la compétition électorale de 1965.

Très opposé au PCF, G. Defferre n'a nullement envisagé lors de sa candidature de négocier avec celui-ci, son idée étant de le placer devant le fait accompli. Par la suite en juin 1966, il reprochera à F. Mitterrand de vouloir s'enfermer dans une "alliance insuffisante" avec le PC alors qu'il faut selon lui une alliance plus large qui comprenne aussi des "Républicains opposés au pouvoir personnel". "Il est regrettable, déclare-t-il que F. Mitterrand ait cédé au PC sans obtenir les contreparties indispensables".

Fidèle à son idée G. Defferre, à la suite de diverses péripéties montrant l'état de dégradation de la SFIO, est de nouveau candidat aux élections présidentielles de 1969. En refusant de négocier avec le PCF, il espère faciliter l'adhésion à sa candidature des électeurs centristes et comptant arriver second dans la compétition, il obligerait les communistes à se rallier au deuxième tour. Mais c'est l'échec catastrophique (5,01 % des voix) montrant que les opérations de ce type ne sont plus de mise ; il faut chercher ailleurs. Et l'on verra G. Defferre appuyer Mitterrand lors du Congrès d'Epinay en 1971, alors qu'il propose une tout autre stratégie.

Autres tentatives au sein de la SFIO

Lors du Congrès SFIO de mai 1963, la résolution, envisageant les conditions d'un "renouveau du mouvement socialiste" rejette l'idée d'un "Parti démocrate sans programme précis et sans consistance" et estime utile un dialogue entre les responsables SFIO et des personnalités ressentant elles aussi la "nécessité d'une grande force socialiste" capable d'engager le pays dans la voie de la démocratie socialiste.

C'est alors l'organisation de quatre colloques socialistes pris en charge par G. Brutelle, secrétaire adjoint du parti. Durant le 1er semestre 1964 se réunissent membres des partis (SFIO - UDSR - JR (1) - PSU) - des syndicats ouvriers, du CNJA, de l'UNEF et des divers types de clubs. Se côtoient des hommes comme Mitterrand, Martinet, Beregovoy, Savary, Julliard, Delors, Rocard, Hernu, etc... qu'on retrouve aujourd'hui au sein du PS. L'Express considère que ces colloques présentent aux Français, "un style, des idées et des hommes neufs" et qu'une nouvelle génération est en train d'occuper le terrain ravagé. Pour "Le Monde", une voie nouvelle est ouverte et les premiers pas sont accomplis vers "une large unité de la gauche socialiste".

.../...

(1) UDSR : Union démocratique et sociale de la Résistance. Constituée d'hommes unis dans la Résistance, ce petit parti regroupe au départ des gens comme Pleven et d'autres comme Mitterrand. En 1958 Pleven est éliminé tandis que l'UDSR avec Mitterrand manifeste son opposition à la nouvelle constitution.

JR : Jeune République. Ce tout petit parti né, au point de départ, avec Marc Sangnier a connu des périodes d'éclipse. On le voit réapparaître dans les années 1950 où il regroupe des transfuges du MRP.

Présentant en avril 1965, devant la SFIO, le résultat de ces colloques, G. Brutelle en arrive à l'idée d'un "regroupement de type confédéral de la gauche démocrate et socialiste", confédération, qui "fondée sur une charte politique commune" tendrait à "rallier tous les éléments de la gauche démocratique du Parti radical au PSU" ainsi que "cette partie de la gauche chrétienne qui a fui, parfois depuis longtemps le MRP et n'a pas encore trouvé son expression politique". On voit donc que ceci n'a rien à voir avec la tentative Defferre d'intégrer le MRP.

A cette confédération politique, il conviendrait "d'associer les organisations syndicales, coopératives ou mutualistes aussi bien que des sociétés de pensée". Ce projet restera à l'état d'intention.

Plus tard en 1966, P. Mauroy lancera le CEDEP (Centre d'études et de promotion) visant à mobiliser les jeunes de la SFIO pour la constitution d'un grand parti socialiste "fait de solidarité et de dialogue". Dans le document de base on peut lire que "pour servir une stratégie socialiste, il n'y a pas d'autres solutions qu'une redistribution des pouvoirs... C'est un réglage délicat entre autorité et participation qu'il faut trouver à tous les échelons, national, régional, au niveau des entreprises et de toute organisation...".

Face au CEDEP qui acquiert un poids croissant au sein de l'appareil, Guy Mollet, qui ne voit pas cela d'un bon oeil, va favoriser la naissance du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste). Les jeunes énarques à l'origine de ce groupe, malgré leur modernisme, lui paraissent se référer à un marxisme plus classique qui n'est sans doute pas sans lui rappeler ce-lui de ses jeunes années. Trois ans plus tard en 1969 le CERES s'emparera de la Fédération de Paris, après avoir failli se faire exclure à la veille de mai 1968.

Mitterrand et la Fédération

Ce qui réunit d'abord la "Convention des Institutions Républicaines", base de départ de F. Mitterrand, c'est "la volonté de lutter contre un régime monarchique hérité du passé, la volonté de ne pas être absents du combat politique et de rechercher le plus grand dénominateur commun aux Républicains".

F. Mitterrand a participé sans y croire à "Horizon 80", il apporte son appui à G. Defferre malgré ses divergences d'appréciation en ce qui concerne l'appel aux formations centristes en vue de créer une "grande fédération". Aussi lorsque le maire de Marseille se retire de la compétition présidentielle, Mitterrand se porte candidat, et n'a qu'un but rassembler sur son nom les suffrages de l'ensemble de la gauche. "Je suis à l'égard des partis politiques beaucoup plus libre que quiconque. Je ne suis lié par aucun pacte avec aucun d'entre eux, sinon par les sept options qui m'engagent et que je respecterai scrupuleusement. Je crois à la dynamique de ma candidature, je crois à la dynamique de la gauche unie".

.../...

Lors du second tour, certains élaborent un plan visant à permettre à Lecanuet de se désister pour lui ; on cherche au centre un regroupement des "Européens" et l'on sollicite des déclarations en ce sens du candidat de la gauche. Mais Mitterrand refuse : "Je sais que certains voudraient me faire faire des déclarations qui embarrasseraient les communistes. Je ne tomberai pas dans le panneau. Les communistes ont été loyaux"... "Je veux que les Français aient le sentiment que la gauche de gouvernement n'est pas forcément une gauche qui abandonne ses objectifs politiques, qu'elle a les épaules assez larges pour supporter tout le poids de la Nation. C'est la synthèse de la gauche de gouvernement et de la gauche de contestation que je voudrais faire".

La "fédération de la gauche" (petite fédération) va naître officiellement pendant la campagne présidentielle ; le combat électoral terminé, à partir de janvier 1966, la tâche de Mitterrand va être de structurer la fédération. Parlant d'elle il déclare : "Si elle peut se le permettre, et je m'y efforcerai, pour ce qui me concerne, elle ira vers la fusion en un parti multiforme... Je souhaite que le parti multiforme sache combiner la représentation directe des adhérents et la représentation à deux degrés assurée par le canal des partis, des clubs, des syndicats, des sociétés de pensée, des journaux, des revues de doctrine et - ceci est important - des élus locaux. On peut concevoir une direction de ce parti où cohabiteraient les délégués élus du suffrage direct et les délégués des groupes...". A travers cette déclaration on retrouve l'idée que l'élargissement de la gauche ne peut se faire que par l'apport de forces neuves attirées par la puissance du courant unitaire.

A G. Defferre qui lui reproche en juin 1966 d'avoir fait la part trop belle au PCF, le leader de la Fédération réplique : "Ma pensée est absolument contraire. Je veux empêcher le PC de s'appropriier pour lui-même et pour lui seul le courant populaire de décembre dernier. Je dis que nous pouvons avoir une force d'attraction supérieure à celle du PC".

Constituée par regroupement de la SFIO, des radicaux, de la Convention, de l'Union des Clubs pour le Renouveau de la Gauche (UCRG) d'A. Savary, la Fédération malgré un certain renforcement de ses structures, la création d'un "contre-gouvernement" dans le but de parler aux lieux et places des partis la composant, malgré la candidature unique lors des élections, ne réussit pas à trouver sa cohésion. Elle passera cependant un accord électoral avec le PC pour les élections de 1967 et négociera avec ce dernier une "plateforme" en février 1968. Mais elle ne survivra guère aux événements de mai 68, elle était d'ailleurs minée de l'intérieur auparavant.

C'est à partir de la base que constitue la Convention que Mitterrand tentera alors de relancer le processus unitaire de la gauche non communiste. Il essuiera un échec qui semble définitif en 1969. Lors de la formation d'un "Nouveau parti socialiste" seule une petite partie de la Convention s'y rallie. Mais en 1971 appuyé par Mauroy, Defferre, le CERES et bien sûr la Convention, Mitterrand deviendra le leader de l'actuel Parti socialiste, lors du Congrès d'Epinay.

Les ambiguïtés de Guy Mollet

En 1962, face à l'effondrement des suffrages SFIO (12,5 %) G. Mollet admet au second tour un certain nombre de désistements avec le PCF. Il considère qu'il vaut mieux voter pour un communiste que pour un UNR.

.../...

Mais il n'est pas encore question de contacts entre SFIO et PC. Il faut attendre la veille des élections de 1967 pour que le secrétaire général de la SFIO donne le feu vert et pèse de tout son poids en faveur de l'accord électoral avec le PCF.

Avec la constitution du "nouveau parti socialiste" en 1969 un débat idéologique va s'engager avec les communistes : débat public portant "sur les modalités du combat contre les forces capitalistes, sur les voies de passage au socialisme, sur les fondements de la société capitaliste".

Mais dans le même temps où le leader de la SFIO semble revenir lentement à ses orientations de début, on note des "tentations 3e force". Ainsi lorsque Mitterrand est engagé en 1965 dans sa campagne des présidentielles, avec le feu vert de Guy Mollet, celui-ci déclare à Paris-Presse qu'il serait prêt à voter Pinay au second tour, comme si considérant que Mitterrand n'est pas un bon cheval il sollicitait implicitement la candidature du leader indépendant. L'essentiel pour lui c'est que de Gaulle soit battu ; en outre il pense qu'avec Pinay on aurait un président-arbitre inaugurant les chrysanthèmes et ne gouvernant pas. Pinay à l'Elysée restaurerait en somme la République telle que la conçoit Guy Mollet.

Lors de l'élection présidentielle de 1969 il considère que Poher a le plus de chances de battre Pompidou au second tour, d'où la nécessité de le placer en seconde position lors du premier tour ; pour ce faire il va jouer pour éviter une candidature unique de la gauche. Sans tarder, la SFIO présente son propre candidat auquel le PC ne se ralliera pas. C. Pineau qu'il propose est court-circuité par Defferre.

Cette persévérance va de pair avec une volonté de ne pas se laisser engager dans des opérations où la SFIO disparaîtrait plus ou moins. "Bénédictin dans son abbaye écrit P. Mauroy, il ne connaissait ou ne voulait connaître que les problèmes de son église : le parti... Au milieu du capharnaüm politique, il s'était identifié complètement avec une extraordinaire simplification du raisonnement et du comportement à l'institution elle-même. Il était à lui seul le parti". Aussi lors des tentatives de Mitterrand pour structurer la Fédération et la transformer en un véritable parti, il oppose toute la force d'inertie de la SFIO. Il refuse d'entrer dans une "nébuleuse où le socialisme ne trouverait pas son compte". Car pour lui, si dans certaines régions les militants socialistes ont pris quelque distance avec la doctrine, dans le Nord et le Pas-de-Calais" le parti est resté authentiquement ouvrier. Il est l'expression réelle d'un courant de la classe ouvrière". En 1967 il insiste : "Il doit être clair au lendemain de ce congrès que le meilleur moyen de torpiller la fusion (des partis dans la FGDS), c'est de vouloir la faire sans doctrine socialiste". Les conventionnels sont considérés comme n'ayant pas achevé "leurs classes" de socialisme et en 1969 la fusion Convention-SFIO échoue, pour une part, parce que les Conventionnels sont considérés comme essentiellement parisiens et bourgeois.

Dans ces conditions les effectifs de la SFIO continuent à décroître : de 1962 à 1969 (on passe de 91 000 à 81 000). La création du "nouveau parti socialiste", c'est-à-dire l'intégration à la SFIO de l'UCRG (2) d'Alain Savary et des dissidents de la convention ne modifie guère les chiffres (88 000).

.../...

(2) Union des Clubs pour le renouveau de la gauche.

Pour que la SFIO se transforme, il va falloir entre 1969 et 1971 la volonté des Conventionnels et de François Mitterrand appuyés sur des courants internes au nouveau parti. L'on aboutit ainsi au Congrès d'Epinay où s'opposent non pas deux conceptions politiques, mais deux méthodes. La petite moitié, celle qui sera minoritaire voulait que la même politique continue au même rythme et sous la conduite des mêmes hommes, l'autre, celle qui l'emportera désire que le PS avance à pas redoublés et change de style de direction.

4. LE PARTI SOCIALISTE AUJOURD'HUI

Les deux stratégies d'Epinay

Pour les dirigeants de l'éphémère "nouveau parti socialiste", A. Savary et derrière lui Guy Mollet, en vue d'effacer la scission de 1920 et de parvenir à un pacte gouvernemental durable avec le PCF, il fallait, tout en pratiquant une alliance circonstancielle, dresser l'inventaire des différences entre socialistes et communistes et les réduire patiemment par un dialogue idéologique. C'était évidemment une stratégie à long terme, d'autant plus qu'il était admis plus ou moins implicitement que toute alliance avec le PC sur un programme gouvernemental ne serait possible que le jour où le parti socialiste serait redevenu un grand parti capable d'équilibrer ou de dépasser en influence son partenaire de la gauche. Hypothèse d'autant plus lointaine que le nouveau parti né en 1969 ne voyait guère accourir vers lui les foules de néophytes.

La stratégie que propose F. Mitterrand, lors du Congrès d'Epinay est tout autre. L'alliance avec les communistes sur un programme de gouvernement doit développer une dynamique unitaire dont le PS doit profiter pour se renforcer. Le débat idéologique est relégué au second plan ; l'on élimine plus ou moins de la discussion les divergences de fond qui ont empoisonné les rapports entre "frères séparés" depuis Tours. L'on vise à la conclusion d'un accord rapide, sur des points concrets de façon à présenter aux Français une union de la gauche crédible en tant que solution de remplacement aux gouvernements de droite qu'elle connaît depuis de trop longues années.

Face à la dislocation récente du Programme commun de la gauche on peut sans doute s'interroger : le texte de 1972, faute d'une confrontation suffisamment approfondie, suite à la mise entre parenthèses des problèmes de doctrine, n'a-t-il pas donné lieu à des interprétations contradictoires, rendant particulièrement difficile toute actualisation quelques années plus tard ? Mais l'on ne peut que constater dans le même temps que Mitterrand a gagné son pari de 1971. Il a brillamment démontré que l'alliance avec le PC était le moyen de construire un grand parti socialiste.

Lorsqu'on examine les alliances dont Mitterrand bénéficie à Epinay, on ne peut qu'être frappé de leur diversité, sinon de leur contradiction (CERES, Mauroy, Defferre).

Le CERES, porté sur les fonds baptismaux par Guy Mollet en 1966,

.../...

dans le but de contrecarrer l'influence du CEDEP de Mauroy, diffuse dès 1967 une motion dans le parti où il est notamment question d'une union de la gauche sur la base d'un programme commun. S'il se rallie à Mitterrand, c'est en fonction de l'aspect "unitaire" de la stratégie proposée. Il considère que la "dynamique de l'union" en rupture avec le stalinisme, comme avec la social-démocratie, fera progressivement oublier à chacun ses positions de départ et créera un nouvel état d'esprit où les "frères séparés" pourront enfin se reconnaître.

Si Defferre, en tractation avec les conventionnels depuis plusieurs mois, souscrit aux propositions de Mitterrand, c'est en raison de la possibilité qu'il y voit d'une rénovation profonde du parti, permettant son élargissement et la disparition du ghetto socialiste contre lequel il a lutté depuis de nombreuses années.

Quant à P. Mauroy, il écrit : "Parce que nous croyions d'abord en nous-mêmes, nous accordions une importance de premier ordre à la mutation et au changement de direction. Nous voulions que le Congrès des socialistes soit aussi celui du regain".

Les Assises du socialisme

L'hétérogénéité de la majorité qui se rallie aux thèses de F. Mitterrand n'est sans doute pas sans lui poser des problèmes. Le CERES peut-il être pour lui un allié sûr, son soutien ne risque-t-il pas à la longue d'infléchir l'orientation dans un sens où le leader du PS ne veut pas aller. En outre face au PC dont le poids a pesé lourd dans la balance, lors de la discussion du programme commun, ne faut-il pas tenter de rassembler tous les socialistes qui n'ont pas encore rejoint le PS, qu'ils soient regroupés au sein du PSU, ou que, d'abord syndicalistes ou militants d'associations diverses, ils hésitent à s'engager.

L'élection présidentielle va être l'occasion de rassembler dans l'action ceux qui se réclament du Programme commun et les autogestionnaires réticents vis à vis de ce programme. Aussi au lendemain même de l'élection se pose le problème de la capitalisation de tout cet effort pour être mieux à même de poursuivre le combat et de vaincre.

Divers contacts ayant été pris auparavant, Mitterrand lance le 25 mai 1974 un appel : "Notre tâche aujourd'hui, notre devoir historique est de prendre les dispositions utiles pour que ceux qui se situent dans une perspective socialiste aient les moyens de lutter de manière concertée..." Dans le respect des organisations politiques et syndicales de la gauche qui ont à déterminer elles-mêmes leurs méthodes et leurs objectifs et, m'exprimant en ma qualité de premier secrétaire du Parti socialiste, je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront avant de partir ensemble vers l'étape nouvelle".

Le 26 mai le PSU répond favorablement en souhaitant "la tenue d'assises nationales où les différentes forces de gauche pourront débattre de leur action commune en tenant compte des acquis". Le 27 le bureau national de

.../...

la CFDT considère comme "un élément positif l'appel lancé par F. Mitterrand" et note avec intérêt la position voisine du PSU. Il déclare que "nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale ... tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser la naissance... d'une grande force socialiste". Enfin quelques jours plus tard c'est l'appel pour des "Assises nationales du socialisme" de ce qu'on appellera la 3e composante groupant nombre de responsables CFDT.

La réussite de l'opération ne sera que partielle dans la mesure où seule une minorité du PSU rejoindra le PS. Mais au Congrès de Pau qui suivra, une large majorité se regroupera autour de Mitterrand, les ex-PSU et une partie de la 3e composante constituant l'aile gauche de cette majorité, tandis que le CERES passe à l'opposition.

Un parti national

Dès 1973 l'attraction exercée sur l'électorat par le PS nouvelle manière est manifeste.

Tout d'abord son électorat se "nationalise". En fait le SFIO n'était plus un parti national ; elle vivait repliée sur quelques zones géographiques, comme le Nord-Pas de Calais, le Centre, le Sud-Ouest et le Midi méditerranéen. Aux législatives de 1973 le courant socialiste émerge sur l'ensemble du territoire national. Le PS prend pied dans des secteurs nouveaux, dans des zones jusqu'alors fort réservées à son égard : Normandie, Bretagne, Lorraine, Alsace, Région parisienne, cependant qu'il perd des voix dans certains de ses anciens fiefs où dans des zones qu'il avait depuis 1920 conquis sur le radicalisme : Limousin, Aquitaine, Auvergne, voire même Bourgogne et Nord. Certains de ses anciens électeurs refusent par anticommunisme la nouvelle orientation.

Si l'on examine la répartition de l'électorat selon la taille des communes, deux choses sont nettes : la diminution du pourcentage de voix recueillies dans les communes rurales, qui ne peut s'expliquer par la simple évolution démographique de ces communes et l'accroissement dans les villes de plus de 100 000 habitants. C'est l'évolution inverse de celle qu'a connue la SFIO à partir des années 1920.

	PS 1973	FGDS 1968
communes rurales	28 %	41 %
villes de moins de 20 000 habitants	15 %	10 %
" de 20 000 à 100 000 habitants	17 %	18 %
" de plus de 100 000 habitants	27 %	20 %
Paris et son agglomération	13 %	10 %

Mais dans le même temps son électorat se diversifie.

.../...

Selon la profession du chef de famille, les sondages donnent en 1973 la répartition :

	PS 1973	FGDS 1968
Ouvriers	36 %	34 %
Employés, cadres moyens	22 %	16 %
Inactifs	21 %	20 %
Agriculteurs	11 %	18 %
Cadres supérieurs, professions libérales	5 %	3 %
Petits patrons de l'industrie et du commerce	5 %	9 %

Le PS attire donc un électorat très composite, venu de toutes les catégories socio-professionnelles et désormais il possède l'électorat le plus régulièrement distribué dans tous les groupes socio-démographiques.

Notons enfin un rajeunissement de l'électorat : 31 % de moins de 34 ans, 31 % de 35 à 49 ans (soit 62 % de moins de 50 ans contre 57 % seulement en 1961) et une certaine féminisation (47 % de femmes votent socialistes contre 45 % en 1968. On serait à 50 % en 1977).

R.G. Schwartzenberg note que "ce nouvel électorat socialiste devient - plus encore que celui de la majorité - représentatif de la population française dans toute sa diversité".

Les élections cantonales, puis les municipales de 1977 ne feront que confirmer ce caractère "représentatif", qui fait du PS moins un "parti de masses" au sens où l'entendent les spécialistes de science politique, qu'un "parti d'attraction".

J. Julliard parle à ce propos de "parti national", entendant par là un parti qui à un moment donné, au-delà des intérêts sociaux particuliers qu'il représente, de la philosophie politique dont il se réclame, du programme qu'il entend appliquer, s'impose à l'ensemble du corps social, partisans et adversaires confondus, comme le meilleur médiateur entre ce dernier et le lieu politique de la décision. Comme l'on disait au début du siècle "la France est radicale", on pourrait, selon J. Julliard, dire "la France est socialiste".

Adhérents et militants

De 107 000 au Congrès de Grenoble en 1973, les adhérents du parti socialiste sont passés à 164 000 en 1977 au Congrès de Nantes. Diverses études permettent de cerner qui sont les militants et les adhérents du PS ; il s'agit soit d'études portant sur l'ensemble des adhérents d'une fédération, soit d'analyses concernant les militants présents au Congrès de Grenoble et de Nantes. On ne saisit à travers ces enquêtes qu'une partie de la réalité, mais sans doute assez significative de l'ensemble.

Des ouvriers très minoritaires : 4 % d'ouvriers dans la Fédération du Bas-Rhin, 14 % dans celle de l'Isère, 3 % présents au Congrès de Grenoble, 5 % à celui de Nantes. Le PS n'apparaît guère comme un parti "ouvrier", alors que ceux-ci constituent 36 % de son électorat.

Dans l'Isère en 1975, 10 sections ne comptent aucun ouvrier, 13 en ont

seulement un ou deux. Les sections d'entreprise elles-mêmes comptent un nombre d'ouvriers légèrement inférieur à celui des ingénieurs. En 1975, dans l'Isère, le PCF a créé trois fois plus de cellules d'entreprise que le PS ne compte, au total, de sections d'entreprises, il a recruté deux fois plus d'ouvriers que le PS n'en a dans la Fédération entière.

Une telle situation, image plus ou moins fidèle de ce qui se passe dans nombre de départements, est, pour une part, la conséquence d'un héritage. En 1971 selon P. Mauroy, il n'existe qu'une quarantaine de groupes ou sections d'entreprises, il y en a 600 cinq ans plus tard et Mauroy déclare : "Pour affirmer sa vocation à représenter la classe ouvrière, il (le parti) doit être présent là où elle subit l'exploitation". Mais l'ensemble du parti partage-t-il son analyse ? C'est surtout le CERES qui semble en position de force au niveau des groupes d'entreprise.

Un parti de "Tertiaires" : Au premier rang viennent les enseignants : 16 % dans l'Isère, mais 35 % dans le Bas-Rhin, 25 % à Grenoble et 36 % parmi les délégués du Congrès de Nantes. L'on a pu dire que les Instituteurs faisaient la pluie et le beau temps à la SFIO ; dans le PS ce seraient plutôt les professeurs de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement secondaire.

En seconde position on trouve les cadres moyens et employés (Isère : 23 %, Bas-Rhin : 31 %, Grenoble : 28 %, Nantes : 25 %).

A la troisième place : les cadres supérieurs et professions libérales (Isère : 16 %, Bas-Rhin : 12 %). Ils constituent dans les Congrès une proportion plus importante qu'à la base (Grenoble : 27 %, Nantes : 23 %).

A travers ces statistiques, on a l'image d'un parti se développant beaucoup plus dans les différentes couches des "classes moyennes nouvelles" (faible participation des classes moyennes traditionnelles telles qu'artisans, petits patrons de l'industrie et du commerce dont la présence dans la SFIO était plus importante) que chez les travailleurs des villes ou de la campagne (les agriculteurs absents dans le Bas-Rhin, représentent 2 % dans l'Isère, étaient 1 % au Congrès de Grenoble et 2 % à Nantes).

En liaison avec cette composition sociale on constate que les diplômés de l'enseignement supérieur forment la majorité ou presque des effectifs du parti : 54 % des délégués au Congrès de Grenoble, 47 % à celui de Nantes, 47% des adhérents du Bas-Rhin.

Le phénomène le plus caractéristique lorsqu'on examine le PS est donc la discordance entre la composition sociale de son électorat représentatif de la population dans sa diversité et la composition sociale du parti lui-même recrutant depuis Epinay dans les milieux jeunes issus surtout de la bourgeoisie et des classes moyennes urbanisées. Ce recrutement ne semble guère différent selon les tendances, tout au plus peut-on noter que le CERES a le recrutement le moins populaire et les membres les plus titrés (diplômes de l'enseignement supérieur).

Pratiques militantes diversifiées

Les militants du PS sont surtout des hommes (la proportion de femmes va pourtant croissant si l'on en juge d'après la Fédération de l'Isère dont le pourcentage féminin double de 1971 à 1975 (10,5 % à 23 %) ou d'après la participation au Congrès national : 12 % à Grenoble, 15 % à Nantes quatre ans plus tard.

Selon J. Julliard, le désir secret du militant socialiste serait, à force de perfection dans l'imitation du modèle de "damer le pion" au militant du PC et de devenir à son tour un "exemple". Le CERES, écrit-il, a beaucoup fait pour imposer ce schéma.

Diverses analyses montrent cependant des différences entre militants du PC et militants du PS. Alors qu'au PC le sentiment de dette, de reconnaissance envers le parti, pousse fréquemment à l'activisme, ce type de sentiment est beaucoup moins fréquent et net chez les militants socialistes.

En outre parmi ces derniers on trouve une catégorie qu'une analyse faite dans le département de l'Isère qualifie de "militants épisodiques". Le cercle de ces militants n'est pas sans importance, environ un quart de l'échantillon analysé. Leur engagement est dicté plus par une adhésion aux idées du parti que par un enracinement social. Bien qu'ils assistent régulièrement aux réunions, leur sentiment d'appartenance au parti reste faible et ils manifestent fréquemment un certain scepticisme vis à vis de la capacité de l'organisation à se renouveler et à répondre aux espoirs placés en elle. Même des militants ayant des responsabilités au sein des sections ont ce type d'attitude.

Une autre étude concernant la fédération de la Gironde insiste sur une autre différence entre militants communistes et socialistes. Le premier paraît surtout tourné vers les tâches partisans et syndicales qui constituent pour lui un ensemble cohérent d'activités et par là il se trouve comme enfermé dans un univers particulier. A l'inverse, le militant socialiste est moins occupé par les tâches spécifiquement partisans et consacre une part importante de son temps au sein d'associations et d'organismes extérieurs au parti. Cette attitude tout en constituant pour le parti une sorte de "manque à gagner" peut par contre lui éviter de se refermer sur lui-même, de devenir une sorte de parti-église réclamant de ses militants, en même temps qu'une adhésion de tout leur être, une activité de tous les instants, avec tous les risques que comporte une telle attitude.

Enfin, il ne faut pas oublier lorsqu'on parle des adhérents, l'existence d'une catégorie fort peu militante qui constitue plus une sorte de clientèle attachée au parti par suite des avantages qu'elle peut en retirer sur le plan municipal. Cette sorte de clientèle se trouve dans les vieux bastions du socialisme traditionnel tels que Bourges-du-Rhône, Nord (encore que P. Mauroy s'efforce depuis quelques années de transformer sa fédération départementale), etc... mais aussi dans quelques fiefs plus récemment acquis au PS et où l'implantation municipale va de pair avec l'implantation des sections (région nord-ouest de l'Isère par exemple).

L'appareil et le groupe parlementaire

Les sections d'un même département constituent la Fédération qui délègue ses représentants au Congrès national. Entre les Congrès, la direction est confiée à un Comité directeur de 81 membres. Ce comité élit en son sein un bureau exécutif de 21 membres ; enfin un secrétariat de 13 membres assure la direction journalière. Le premier secrétaire, F. Mitterrand choisit seul les membres du secrétariat, tandis qu'à tous les échelons du parti : bureau de section, commission exécutive fédérale, comité directeur, bureau exécutif, les élections se font avec application de la règle de la représentation proportionnelle. Tout courant de pensée, s'il obtient plus de 5 % des suffrages est automatiquement représenté au sein des organes dirigeants.

Une analyse de la composition du Comité directeur, sorte de Parlement du PS, élu lors du Congrès de Grenoble en 1973 met en évidence des distorsions par rapport à la sociologie des adhérents. Peu représentés parmi

.../...

les adhérents, les ouvriers sont absents du Comité directeur où les diplômés de l'enseignement supérieur sont légion (plus des deux tiers). On note par ailleurs une très large prédominance des fonctionnaires (68 %) parmi lesquels un peu moins de la moitié sont des enseignants. Pour leur part les hauts fonctionnaires représentent 6 % du Comité directeur où la représentation féminine est réduite à la portion congrue (3,7 % des titulaires). On ne dispose pas de statistiques sur la composition de l'actuel comité directeur, mais depuis le Congrès de Pau il faut noter l'entrée en son sein d'un certain nombre d'ouvriers.

Le comité directeur comprend aussi des parlementaires (24 %). Jusqu'aux élections de 1973, ceux-ci étaient peu représentés au bureau exécutif du Parti (deux seulement). Depuis cette date ils sont huit sur 21 et 5 appartiennent au secrétariat. Il ne semble pas que soient apparus au cours de ces dernières années de sérieux problèmes entre le groupe parlementaire et l'appareil. Il faut dire que la stratégie d'union de la gauche et d'opposition résolue au pouvoir limite au maximum les possibilités de tension qui apparaissent lorsque le parti hésite entre l'opposition et la participation.

Représentants des électeurs socialistes, les parlementaires n'en sont guère représentatifs. On n'y trouve en effet aucun ouvrier, mais en revanche 40 % d'enseignants, 42 % de cadres supérieurs et professions libérales et à côté 7 % de petits patrons, 8 % d'employés et cadres moyens, 3,4 % d'agriculteurs. La moyenne d'âge est élevée et la plupart des jeunes élus l'ont été dans une circonscription où une victoire électorale n'était pas attendue.

Le groupe parlementaire est aidé par des commissions ou groupes d'études où se retrouvent experts et militants du PS. Jusqu'à ces dernières années ces groupes étaient assez peu fréquentés, mais avec l'approche d'une accession possible de ce parti au pouvoir, il y aurait maintenant plutôt pléthore de candidats. "La bonne odeur de soupe qui s'élève de nos gamelles a suscité des vocations idéologiques" déclare un dirigeant. C'est d'ailleurs là un phénomène assez général à tous les niveaux du parti, défini pour cette raison par J. Julliard comme un "parti de cadres" dans un sens bien précis, c'est-à-dire un parti dans lequel se reconnaissent de nouvelles élites. "La cohorte résolue des candidats à la classe dirigeante, hommes et femmes, qui aspirent à devenir des professionnels de la politique, candidats à la candidature, quelle qu'en soit le niveau". "Aujourd'hui, écrit-il, le PS aime et polarise toutes les ambitions politiques qui n'ont pas trouvé le moyen ou le désir de s'employer dans l'actuelle majorité. Il note d'amples migrations idéologiques dans la vaste pépinière des futurs serviteurs de l'Etat (Sciences Po, ENA, Polytechnique, etc...) ainsi que chez leurs aînés déjà en poste. "Une victoire de la gauche, après 20 années de jeune gouvernemental, donnerait lieu à l'une des plus formidables batailles de dépouilles du siècle et il faudra aux dirigeants beaucoup de force d'âme pour ne pas passer de l'Etat UDR à l'Etat PS".

Centralisation du pouvoir

Diverses enquêtes effectuées dans les fédérations montrent qu'une proportion importante d'adhérents considère que la démocratie interne existe sur bien des points, ils attribuent un pouvoir décisionnel aux militants "de base" et aux instances fédérales représentatives ; cependant ils sont aussi très sensibles aux phénomènes oligarchiques qui se manifestent aux différents niveaux et les militants du CERES ne sont pas les seuls

.../...

à se plaindre d'une insuffisance de la démocratie (notamment d'une intervention du sommet lors de la désignation des candidats aux élections) et d'une personnalisation du pouvoir. La façon dont s'est déroulé le Congrès de Nantes a provoqué des critiques assez vives sur le fonctionnement de la démocratie au sein du parti.

Il nous faut bien sûr à ce propos traiter du "phénomène Mitterrand". F. Bizot écrit : "Il gouverne comme un souverain, il a le prestige, il signifie l'unité et quand il parle le silence se fait. Il a réussi à établir un dialogue direct avec les militants, il équilibre les pouvoirs des féodalités, il efface les contradictions idéologiques au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat".

Il faut souligner d'abord une certaine extériorité de Mitterrand par rapport au parti. Bien qu'il soit premier secrétaire et qu'il ait pris en charge après Epinay sa gestion quotidienne, il n'est pas prisonnier de l'appareil, il entend signifier clairement que le parti ne saurait exercer sur lui des droits de propriétaire, car sa personnalité a acquis une dimension nationale, grâce à l'élection présidentielle, avant même qu'il entre au parti.

Son rayonnement extérieur il ne le doit que très partiellement au parti et de ce point de vue on peut faire un rapprochement avec la situation des deux grands leaders qui l'ont précédé, Jaurès et Blum. Cette extériorité par rapport au parti a été notamment bien mise en évidence lors de la dernière élection présidentielle, lorsque Mitterrand a assumé des tâches de leader de l'ensemble de l'opposition et a pris ses distances par rapport à l'appareil de parti, tout en s'appuyant sur lui. Tant que le programme commun a tenu bon, Mitterrand a toujours eu tendance à parler comme leader de l'union de la gauche, ce que le PC supportait d'ailleurs difficilement.

Il est certain aussi qu'il a joué un rôle essentiel pour assurer l'unité du parti et son expansion, il fut le ciment entre les courants très divers réunis au sein du PS depuis Epinay.

Il règne autour de sa personne toute une étiquette, tout un cérémonial que vient de décrire récemment Th. Pfister, et ces rites entretiennent une atmosphère de "monarchie républicaine" qui heurte les militants rêvant d'une démocratie parfaitement transparente.

Le leader du PS semble d'ailleurs conscient des risques d'une telle attitude. "La personnalisation du pouvoir, déclare-t-il, a pu être une bonne chose pendant un certain temps après le Congrès d'Epinay. Mais elle serait à la longue dangereuse". Une fois le processus engagé peut-on aisément ramer à contre-courant ? Ne reste-t-on pas prisonnier du personnage qu'on a créé, d'autant plus que l'entourage se prend à de "jeu de cour". Les candidats au pouvoir, en compétition avec leurs rivaux, se prévalent de l'appui du premier secrétaire ; les jeunes cadres désireux de progresser dans l'appareil ou à la recherche d'une bonne circonscription électorale se plaisent à reprendre dans leurs discours les paroles du maître...

.../...

Enfin, n'y a-t-il pas un risque d'une certaine diffusion du phénomène aux divers niveaux du parti. En effet, dans la mesure où les "intellectuels" abondent, situation qui est à l'opposé de celle qu'on connaissait du temps de Guy Mollet, le phénomène de centralisation du pouvoir risque de se faire au profit de noyaux de "techniciens" connaissant les problèmes et court-circuitant les processus proprement politiques, c'est-à-dire en fait l'élaboration démocratique des décisions.

Toutefois dans la mesure où ces problèmes de démocratie font l'objet de débat au sein du parti les risques sont atténués.

Un parti à la recherche de son identité

Constitué de pièces et de morceaux réunis depuis Epinay ou depuis les Assises du socialisme, le parti donne-t-il simplement l'image d'une coexistence de diverses "sensibilités", de divers "courants", ou bien celui d'un amalgame en train de se faire ? La réponse à cette question est bien difficile, mais examinons d'abord les divers courants, équipes ou tendances.

J-F Bizot parle "d'équipes" qui regroupent sur leur image les militants et les adhérents qui le désirent. "Elles deviennent alors des courants de pensée, des réseaux sanguins, et, si elles se militarisent, des fractions".

Il y a d'abord "l'équipe Mitterrand" constituée des anciens de l'UDSR et des conventionnels plus jeunes. Partie d'une base essentiellement républicaine, dénonciation du "coup d'Etat gaulliste" et du pouvoir personnel et d'un souci d'adaptation aux nouvelles institutions et à leur logique présidentielle, les conventionnels ont été amenés au socialisme, un "socialisme du possible", défini en 1969-1970 dans le "contrat socialiste". Certains de ces conventionnels, convertis au marxisme-léninisme, considéré comme une science, rivalisent de zèle avec ceux nourris dès le berceau de cette "science de l'histoire". Ceci n'exclut pas un certain jacobinisme qui fait des anciens de la Convention le groupe le plus rebelle à l'autogestion comme le montre un questionnaire réalisé en 1973 lors du Congrès de Grenoble.

En réalité Mitterrand n'est pas plus prisonnier de son équipe qu'il n'est prisonnier du Parti. Il sait rassembler autour de lui des "experts", de jeunes technocrates qui mettent leur talent au service du parti.

Nous avons déjà signalé la naissance en 1966 de "l'équipe Mauroy" constitué en vue de rénover la SFIO. P. Mauroy a fini, si l'on en croit Bizot, par représenter tout ce qui au sein du nouveau PS vient de la SFIO. Il tire donc sa force, d'une part des vieux bastions du parti. Mais Mauroy n'en est nullement prisonnier et a joué un rôle essentiel pour ouvrir le parti à d'autres "sensibilités", notamment il a été l'un des artisans les plus actifs des "assises du socialisme" en 1974. Contrairement à certains camarades, plus marqués que nous par la pensée marxiste-léniniste, et sans renier Marx, nous nous sentons, déclare le Maire de Lille, plutôt porteur d'un socialisme "à la Française" issu de Proudhon, de Jaurès et des socialistes du XIXe siècle. Organisateur du parti, P. Mauroy est par là-même un homme-clé.

L'équipe du CERES qui existait déjà dans la SFIO, mais a été grossie en 1974 par l'apport de quelques syndicalistes, est celle dont l'unité idéologique est la plus grande. Mettant l'accent sur la lutte des classes, la mobilisation populaire, la stratégie de contrôle, la transition par

.../...

étapes, le CERES réclame le contrôle étroit du parti sur ses élus, insiste sur la nécessité d'un militantisme de tous les instants et affirme sa vocation unitaire vécue non comme une simple alliance électorale avec le PCF, mais comme une étape dans la voie de la réunification du mouvement ouvrier. Certaines de ses analyses du capitalisme sont d'ailleurs proches de celles du PC. Exclu de la direction suite au Congrès de Pau, le CERES s'est constitué en une véritable tendance. La minorité du parti (courant 2) s'est rassemblée sur les motions du CERES, ce qui ne veut pas dire que tous les minoritaires partagent les thèses des dirigeants du CERES, mais nombre de situations locales expliquent le passage à la minorité de militants rebutés par certaines pratiques majoritaires.

Il nous faut bien sûr parler des équipes qui ont quitté le PSU à diverses époques. C'est d'abord Savary qui va rassembler autour de lui les Clubs de l'UCRG et rejoindre la SFIO au Congrès d'Issy en 1969. Il prendra la tête du "nouveau parti socialiste" jusqu'à Epinay où sa motion sera minoritaire. L'équipe Savary "n'est même plus un club, mais on se connaît encore" nous dit J-F Bizot.

C'est ensuite Poperen qui a fondé en 1967 l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) et est exclu du PSU. Le "clan Poperen" a la cohésion des anciens communistes et constitue aujourd'hui l'ERIS (Etudes recherches et informations socialistes). Bien qu'ERIS et CERES entretiennent des polémiques particulièrement dures, T. Pfister rapproche les deux courants révolutionnaires, caractérisés selon lui par "une idéologie marxiste, une pratique minoritaire souvent au seuil du sectarisme et une vocation unitaire".

Puis vient G. Martinet. En 1967 il croit le PSU suffisamment fort pour entamer des négociations avec la FGDS ; minoritaire au sein du parti il pense l'amener à cette attitude en pesant de l'intérieur. Il échouera et quittera le PSU pour rallier le PS où il sera rejoint en 1974 par l'équipe Rocard. Celle-ci vise à renforcer le "pôle autogestionnaire" du parti. Entretien de bons rapports avec des syndicalistes CFDT, Rocard est aussi entouré par un brain-trust de "têtes pensantes". Lors du Congrès de Pau, le courant qui gravite autour de ce groupe s'est compté sur l'amendement Martinet qui a recueilli 15 % des mandats. Rocard en 1975 définit ainsi sa position : "Nous sommes au parti socialiste pour créer cette liaison entre les réformes institutionnelles et la mobilisation populaire, sans laquelle le mouvement ouvrier va inévitablement à l'échec". A l'époque il pensait que l'union de la gauche ne pourrait pas faire l'économie d'une certaine crise avec le PC permettant de trouver une nouvelle perspective à l'accord plus autogestionnaire.

Si l'on voulait être complet il faudrait parler du groupe Delors, ceux du club "Echanges et Projets" qui ont aussi rejoint le PS.

Cette multiplicité des courants, dans la mesure où ils ne mettent pas en cause l'unité du parti et où l'on ne va pas vers la constitution de fractions ne semble pas gêner F. Mitterrand. Pour lui, un choix s'offre aux socialistes : "Ou bien il existe un grand parti socialiste unitaire, anarchique, soumis aux pulsions contraires des tendances, doté d'une information multiple, allant d'un radicalisme ayant franchi le pas jusqu'au gauchisme le plus théorique... Ou bien le souci du confort intellectuel amène à la création de trois ou quatre partis socialistes, chacun cherchant

non pas à réaliser une synthèse sociologique, politique et philosophique dans une même formation, mais au contraire à retrouver les mêmes pensées que la sienne. Dès lors il faut cesser de vouloir être un parti de gouvernement" (Le Monde 8 mai 1973).

Mais comment faire pour réaliser cette synthèse, comment à l'intérieur du PS définir un nouveau modèle de socialisme ? Examinant ce problème M. Duverger constatait en 1974 que le parti socialiste français est plus conscient que la plupart de ses homologues européens de cette nécessité. "Mais ceux de ses membres qui sont le plus persuadés de l'importance d'une telle rénovation idéologique manifestent souvent une tendance à ratiociner autour des textes marxistes laquelle ne constitue peut-être pas le meilleur moyen de progresser dans cette voie. Le problème est moins de savoir ce qu'ont dit Marx ou Engels dans les conditions de leur époque, mais plutôt ce qu'ils diraient aujourd'hui dans les conditions de la nôtre".

La greffe autogestionnaire

Le PS est au confluent de deux traditions. Une tradition étatique, jacobine, atténuée dans la mesure où elle se fonde non pas dans la tradition socialiste, mais dans la tradition républicaine de liberté et de lutte contre la bureaucratie. La seconde, et en cela le PS est un peu l'héritier de mai 68, est l'aspiration de la société française à l'autodétermination". Dans quelle mesure cette seconde tradition peut-elle véritablement se greffer sur la première ?

Dès son programme de 1972 "Changer la vie" le PS envisage des expériences d'autogestion au niveau des entreprises. Lors de l'élaboration du texte des "Assises du socialisme" qui vise à renforcer le "pôle autogestionnaire" du parti, on insiste aussi sur cet aspect du socialisme à construire. Mais c'est surtout dans les "15 thèses sur l'autogestion" élaborées lors de la conférence sur l'autogestion de 1975 qu'on précise les choses en ce domaine.

Le choix du projet autogestionnaire "crée pour le parti des exigences quant à son comportement et à son organisation" :

- "priorité politique militante de son implantation dans la classe ouvrière ;
- "pratique démocratique, condition nécessaire de la crédibilité de son projet ;
- "le parti autogestionnaire doit jouer une fonction de rencontre et d'unification pour les militants intervenant dans des secteurs de lutte différents ;
- "le parti dans la phase de transition doit être "un lieu fondamental de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire..."

Par ailleurs on insiste sur le fait que la nationalisation des grands moyens de production, condition nécessaire du programme socialiste, n'est pas une condition nécessaire du programme socialiste, n'est pas une condition suffisante car ne modifiant en elle-même, "ni la division du travail, ni l'existence d'une hiérarchie qui risque d'entraîner l'apparition d'une nouvelle couche dirigeante". Aussi, nous dit-on "dès les premiers mois des expériences de caractère autogestionnaire devront être entreprises dans le secteur socialisé ; la mise en place de nouvelles structures ne sera jamais octroyée, mais fera l'objet d'accords négociés entre partenaires responsables "et l'on envisage plusieurs options possibles concernant l'intervention des travailleurs dans la gestion.

.../...

Cependant lors de la révision du programme commun, le PS s'est laissé enfermer par le PCF dans la discussion portant sur le nombre des nationalisations plus que sur leur contenu et ce n'est que récemment que le Comité directeur s'est prononcé en faveur de "conseils d'atelier" associant directement les travailleurs aux décisions concernant l'organisation et les conditions de travail".

Si donc les textes du PS concernant l'autogestion sont nombreux, on peut se demander si la volonté de s'appuyer sur ces textes pour proposer des solutions est suffisante.

Devant les patrons réunis par "l'Expansion" au début de 1977 Mitterrand s'est montré modeste sur ce terrain : "Pour ce qui me concerne, je considère que pour l'instant l'autogestion ne peut être qu'une démarche. Cette démarche doit amener les travailleurs à exercer leur contrôle dans les secteurs que j'ai nommément désignés (licenciement, embauche, cadences, cadres de maîtrise au niveau de l'atelier, hygiène et sécurité). Mais pour l'instant, le problème de l'autogestion se situe pour moi sur un plan extrêmement concret, il s'agit de faire de la stratégie socialiste une action autour du maître-mot de décentralisation".

Parti et syndicats

Certains militants de la CFTC puis de la CFDT se sont toujours sentis une "vocation" à intervenir dans la reconstruction en France d'un socialisme démocratique : on peut citer 1958 et la tentative de l'UFD (3), 1963-64, et le GROUPE... d'autres au contraire sont beaucoup plus réservés sur ce problème. Dans ce sens l'intervention d'un certain nombre de responsables appelant en 1974, aux Assises du socialisme se situe dans une sorte de tradition, une tradition contestée, mais une tradition tout de même. L'idée c'est à la fois de "renforcer le pôle autogestionnaire" au sein du PS, mais aussi de permettre à la CFDT de mieux se faire entendre des responsables de ce parti. Partis et syndicats (sauf peut-être en ce qui concerne le PC) sont en effet en France deux mondes différents, deux mondes étrangers, la façon d'aborder les problèmes et les réactions face à ces problèmes sont totalement différentes. Répondant aux questions de militants du SGEN à propos des Assises, J. Julliard expliquait : "on acceptait les militants CFDT pour jouer un rôle à la base, mais quand il s'agissait au sommet de tenir compte des intérêts ou suggestions de la CFDT il n'y avait guère de facilité pour se faire entendre". Y en a-t-il plus aujourd'hui après les Assises ? Il serait intéressant d'examiner de près cette question.

Mais même si la réponse est affirmative, le problème de l'influence que peut avoir la CFDT sur une orientation plus autogestionnaire du PS n'est pas réglé pour autant. Il importe de reprendre ici les analyses de Touchard

.../...

(3) UFD : Union des forces démocratiques. En 1958 on assiste à une tentative de regroupement : des radicaux mendésistes, de l'UDSR de François Mitterrand, des socialistes du PSA qui viennent de faire scission, de l'Union de la gauche socialiste (UGS), de la Jeune République (JR) en vue de s'opposer au Gaullisme triomphant et de réagir contre l'effacement de partis comme la SFIO. Des syndicalistes notamment CFTC participent en tant qu'experts à l'élaboration du programme de l'UFD.

concernant l'impact de la CGT d'avant 1914 sur le parti socialiste, et montrant comment malgré la mauvaise qualité des rapports, l'originalité de l'idéologie syndicale avait été pour la SFIO un véritable stimulant ; tandis que dans les périodes suivantes, malgré l'amélioration des rapports, l'affadissement de l'idéologie syndicale avait plutôt joué un rôle de frein. On peut donc dire que c'est dans la mesure où la CFDT saura, en affirmant son autonomie, développer son originalité tant dans l'analyse des problèmes que dans les solutions proposées qu'elle aura des chances d'avoir un impact sur le PS. N'y a-t-il pas là pour la CFDT un rôle essentiel à tenir ? Sans considérer que l'histoire se répète, on peut estimer que la CFDT pourrait comme la CGT d'avant 1914 jouer vis à vis du PS et en toute autonomie le rôle d'aiguillon.

Et ceci d'autant plus qu'au sein du PS, les syndicalistes CFDT ne sont pas seuls à être représentés. Aux congrès de Grenoble 1973 et de Nantes 1977, les chiffres sont les suivants (CFDT : 27 % et 33 %), (CGT : 11 % et 12 %), (FO : 14 % et 13 %), (FEN : 35 % et 33 %) ; à Grenoble il y avait 68 % de syndiqués, à Nantes 84 %.

Lors de la Conférence sur l'autogestion le PS a défini le problème des relations partis-syndicats. "C'est une nouvelle forme de complémentarité partis-syndicats fondée sur l'indépendance dans la solidarité qu'il s'agit d'élaborer : indépendance de chacun dans l'élaboration de son analyse et de sa stratégie, de son projet, de ses décisions propres. Solidarité parce que l'adversaire de classe est le même et que les décisions des uns et des autres interfèrent constamment. La spécificité des partis de gauche et des syndicats n'est donc pas à chercher dans une limitation de leurs champs d'intervention, mais dans la particularité de leurs objectifs et de leurs forces d'action".

Continuité ou novation

Le vieux fonds SFIO semble de plus en plus restreint au sein de l'actuel parti socialiste.

En 1973, au Congrès de Grenoble il y avait encore 37 % de participants qui avaient milité auparavant dans la SFIO, à Nantes en 1977 ils n'étaient plus que 4 %. On observe aussi une moindre participation des anciens conventionnels 11 % contre 18 % quatre ans auparavant. Tandis que croissent les participants issus du PSU, 14 % à Nantes au lieu de 8 % à Grenoble, mais surtout les militants n'ayant, avant leur entrée au PSU, jamais milité dans aucun parti : 30 % en 1973, mais 67 % en 1977.

Dès 1972 le programme socialiste affirme son originalité par rapport à la SFIO. D'abord il reprend à son compte dans une sorte de synthèse des propositions du programme FGDS - du "contrat socialiste" élaboré par la Convention - d'un groupe de travail autour de A. Savary. Ensuite rédigé en termes très concrets, émaillé de propositions précises il se caractérise par un souci de cohérence interne et de crédibilité immédiate quant aux réformes envisagées. Ainsi "la vieille maison" s'est renouvelée. On refuse le double jeu entre le verbalisme révolutionnaire caractéristique des anciens textes et le comportement conservateur des "camarades délégués au Parlement".

.../...

Très différent donc de l'ancienne SFIO par son rajeunissement, l'élargissement de son audience, la clarté de sa stratégie, le prestige de son leader, le PS a-t-il conjuré les maux traditionnels dont souffrait la SFIO : fractionnisme et attraction vers le centre ?

En 1974 M. Duverger souligne la chronicité du fractionnisme, ou d'une maladie plus redoutable encore l'introversion. C'est-à-dire un parti où des groupes de militants s'occupent essentiellement à dominer les autres groupes et à développer leur influence sur l'appareil au lieu de se soucier d'abord d'attirer de nouveaux militants et de conquérir l'Etat.

Quant à l'attraction vers le centre elle est exclue par la motion du congrès d'Epinay excluant toute solution de 3e force. Cependant aucune motion ne saurait prévaloir contre une tendance qui affecterait une majorité du parti. Or malgré ce qu'en dit actuellement le PC il ne semble pas que cette tendance existe ou tout au moins qu'elle représente une force importante. Dès le Congrès de Grenoble en 1973 les militants semblent acquis aux alliances à gauche. Dépouillant une enquête effectuée auprès des participants au Congrès, R. Cayrol constate que le PC recueille le plus de sympathie suivi par les Radicaux de gauche et le PSU. Le "gauchisme" fait en revanche assez peu recette, surtout dans sa version maoïste. Mais ajoute-t-il, même peu prisé le gauchisme apparaît aux militants socialistes très nettement plus sympathique que toutes les formations du centre et a fortiori de la droite. "Il n'est pas indifférent de constater que les formations du centre : Centre démocrate, Mouvement réformateur, Parti radical, sont pratiquement logées à la même enseigne que l'UDR ou les RI".

A travers ces constatations on peut conclure que si le PS n'est pas aujourd'hui un outil parfaitement adéquat pour proposer et mettre en oeuvre des solutions autogestionnaires, il n'en est pas moins en train de tourner le dos à certaines des réalités antérieures qui étaient celles de la SFIO.

On peut cependant s'interroger en terminant sur sa capacité d'être un "parti de gouvernement" :

- aptitude à prendre des décisions concrètes et réalistes compte tenu de la crise ;
- aptitude à promouvoir des innovations modifiant les rapports sociaux tant en matière de décentralisation que de réduction des inégalités ;
- aptitude à agir à tous les niveaux de la société, communes, quartiers... pour impulser un large mouvement populaire seul capable de le soutenir dans une action innovatrice.

* J. TOUCHARD	La gauche en France depuis 1900 Seuil, coll. Politique, 380 p, 1977
* D. LIGOU	Histoire du socialisme en France P U F, 672 p, 1962
* J. LACOUTURE	Léon Blum Seuil, 595 p, 1977
* R. QUILLOT	La SFIO et le pouvoir (1944-1958) Fayard, 833 p, 1972
* P. MAUROY	Héritiers de l'avenir Stock, 328 p, 1977
* J. POPEREN	L'Unité de la gauche (1965-1973) Fayard, 474p, 1975
* R. VERDIER	PS-PC, une lutte pour l'entente Seghers, 331 p, 1976
* C. ESTIER	La plume au poing Stock, 364 p, 1977
* P. ORY, G. DELFAU, M. BERSON	Les chemins de l'unité Tema action, 132 p, 1974
* A. PHILIP	Les socialistes Seuil, coll. Politique, 250 p, 1967
* F. MITTERRAND	Un socialisme du possible Seuil, coll. Politique, 1970
* C. ESTIER	Journal d'un Fédéré Fayard, 1970
* F. MITTERRAND	Politique Fayard, 640 p, 1977
* J. MOSSUZ	Les clubs et la politique en France A. Colin U2, 128 p, 1970
* G. HURTIG	De la SFIO au nouveau parti socialiste A. Colin U2, 127 p, 1970
* D. LOSCHAK	La Convention des Institutions républicaines P U F, dossiers Thémis, 92 p, 1971

• • • / • • •

- * M. CHARZAT, J-P CHEVENEMENT,
G. TOUTAIN Le CERES, un combat pour le socialisme
 Calmann-Lévy, 279 p, 1975
- * A. SAVARY Pour le nouveau parti socialiste
 Seuil, coll. Politique, 1970

Le parti actuel

- * J-F BIZOT Au parti des socialistes
 Grasset, 490 p, 1975
- * T. PFISTER Les socialistes
 Albin Michel, 213 p, 1977
- * F. BORELLA Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui
 Seuil, coll. Politique, 248 p, 1973
- * R-G SCHWARTZENBERG Sociologie politique
 Montchrétien, 770 p, 1977

et les articles suivants :

- * Dans la Revue Française de science politique
 - juin 1974 J. Lagroye et G. Lord : Trois fédérations de partis politiques (Gironde)
 - février 1975 R. Cayrol : Univers politique des militants socialistes
 - juin 1976 La fédération socialiste de l'Isère
- * Dans Projet
 - septembre-octobre 74 R. Cayrol : Les militants socialistes
- * Dans la Nouvelle Revue socialiste
 - n° 14/15, 1975 Les militants de la Fédération du Bas-Rhin
 - n° 1, 1974 Le groupe parlementaire PS
 - n° 1, 1974 Données anciennes et nouvelles sur le PS

Publications du parti ou de certains courants

- * L'Unité
- * Combat socialiste
- * Nouvelle revue socialiste
- * Repères
- * Faire
- * Cahiers de l'ERIS